

# Feu vert au tram de Bussigny et au M3

**Le Conseil d'Etat a accepté de mettre dans sa liste prioritaire le métro de la Blécherette et la prolongation du futur T1 à Pouest**

Mehdi-Stéphane Prin

A moins de deux semaines de l'ultime délai, le Conseil d'Etat vient d'accepter de mettre le M3 dans les projets prioritaires soumis à la Confédération. Dans cette liste dite A, le métro lausannois sera accompagné de la prolongation du futur tram Flon-Renens jusqu'à Villars-Sainte-Croix, via Bussigny. Mis sous fortes pressions des milieux politiques et économiques depuis des semaines, le gouvernement se range derrière ces deux idées emblématiques de la deuxième génération du Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM).

Cet accord n'est cependant pas une surprise. Comme l'avait révélé 24 heures le 7 juin, plusieurs conseillers d'Etat avaient fait comprendre à la délégation vaudoise aux Chambres fédérales qu'une majorité d'entre eux étaient acquis à la nouvelle ligne. Restait à officialiser la décision. Pour le coup, le communiqué de presse diffusé hier ne donne pas dans l'enthousiasme débordant. L'accord de principe du gouvernement dresse toute une liste de conditions financières faites aux communes et aux entreprises de transport.

## M3: nouveau tracé



## Le tracé du tram du Flon à Villars-Sainte-Croix



«Le canton a le courage d'envoyer à la Confédération une vision d'avenir pour les transports de la région lausannoise, et pas seulement quelques pistes cyclables»

Claudine Wyssa,  
syndique de Bussigny

Des choix à assumer  
«Il s'agit d'un oui mais», explique François Marthaler, chef du Département des infrastructures. «Les communes ont décidé d'avancer la réalisation d'environ quatre ans par rapport à la planification du canton, elles doivent aussi financièrement participer à cette accélération. Pour le M3, Lausanne doit assumer son choix de vouloir un métro pour la Blécherette et payer une part conséquente de la diffé-

rence de prix avec le projet initial de tram admis par le Conseil d'Etat et la Confédération.»

Des exigences qui ne touchent pas la satisfaction des partisans du métro et de la prolongation du tram. «Le canton a le courage d'envoyer à la Confédération une vision d'avenir pour les transports de la région lausannoise, et pas seulement quelques pistes cyclables, c'est le plus important», estime la députée et syndique de Bussigny, Claudine Wyssa.

Même soulagement du côté du municipal lausannois des Travaux, Olivier Français. «Nous venons de franchir un cap décisif pour la réalisation du M3 et du tram. Nous

avons désormais les coudées franches pour défendre ces dossiers devant la Confédération.»

La décision définitive des Chambres fédérales n'est pas attendue avant 2014. Le M3 est divisé à 415 millions de francs, le tram à 215 millions. Ces deux projets ont de fortes chances d'être retenus par l'Administration fédérale. En revanche, le taux des subventions pourrait être très bas, voire ne pas dépasser la barre des 20%.

«Même si le métro touche seulement 60 millions, cela aurait été particulièrement stupide de la part du canton de prendre le risque de perdre ce montant», constate Daniel Brélaz. Le syndic de Lausanne relativise les exigences du Conseil d'Etat pour financer le métro et le tram. «L'accouplement a été suffisamment difficile, nous aurons le temps de repenser la répartition des coûts du projet plus tard.»

## Un tunnel pour le LEB

La discussion aura lieu après le 1er juillet, date d'entrée en fonctions de la nouvelle ministre des Transports, Nuria Gorriete. La socialiste héritera d'un autre dossier chaud: le Lausanne-Echallens-Bercher (LEB). Le projet de l'enterrer sous l'avenue d'Echallens, à Lausanne, a été retenu en priorité B dans le dossier qui sera envoyé à la Confédération. Ce tunnel est pourtant toujours combattu par un certain François Marthaler.